



Conseil économique et social

Distr. générale
28 juin 2013
Français
Original : anglais

Session de fond de 2013

Genève, 1^{er}-26 juillet 2013

Point 15 de l'ordre du jour

**Instituts de recherche et de formation
des Nations Unies**

Rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies sur les travaux de l'Université

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction et vue d'ensemble.	2
II. Activités et réalisations en 2012.	3
A. Domaine thématique 1 : Paix, sécurité et droits de l'homme.	4
B. Domaine thématique 2 : Gouvernance du développement.	6
C. Domaine thématique 3 : Population et santé.	13
D. Domaine thématique 4 : Changements planétaires et développement durable.	15
E. Domaine thématique 5 : Science, technologie et société.	21
III. Faits saillants concernant l'ONU en 2012.	25
IV. Priorités de l'ONU en 2012.	26
V. Vue d'ensemble du système de l'Université des Nations Unies.	28
Annexe	
Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies, 2012.	30



I. Introduction et vue d'ensemble

1. En 1969, le Secrétaire général U Thant a proposé « la création d'une Université des Nations Unies, qui aurait un caractère authentiquement international et se consacrerait aux buts de paix et de progrès énoncés dans la Charte ». La même année, lors de la session annuelle, l'Assemblée générale a décidé de faire réaliser une étude sur la faisabilité d'un tel projet. Après avoir examiné la question en profondeur à ses deux sessions annuelles suivantes, elle a approuvé la création de l'Université des Nations Unies (UNU) en décembre 1972 et en a adopté la Charte en décembre 1973 (en décembre 2009, l'Assemblée a révisé la Charte afin d'autoriser explicitement l'UNU à délivrer des diplômes de deuxième et troisième cycles).

2. Grâce à la générosité du gouvernement japonais, qui a fourni les locaux du siège de l'Université à Tokyo et versé 100 millions de dollars des États-Unis en vue de la création d'un fonds de dotation, l'UNU a pu commencer ses travaux en septembre 1975. Depuis lors, l'UNU s'est développée pour devenir une organisation mondiale de recherche et de formation composée de 14 instituts et programmes actifs dans 12 pays, soutenue par des centres administratifs et de services académiques à Tokyo, Bonn (Allemagne), Kuala Lumpur, New York et Paris.

3. La mission de l'UNU est de contribuer – grâce à une collaboration en matière de recherche et de formation, de diffusion et de conseils – à la résolution des problèmes mondiaux pressants de survie, de développement et de bien-être de l'humanité qui préoccupent l'ONU, les peuples et les États Membres. L'Université fonctionne comme un pôle de réflexion pour le système des Nations Unies et ses États Membres, elle vise à tisser des liens entre l'ONU et la communauté universitaire internationale, offre une plateforme de dialogue mondial et local et contribue à renforcer les capacités de recherche et de formation, notamment dans les pays en développement.

4. Sa double identité en tant qu'organisation des Nations Unies et institution de recherche et de formation de haut niveau permet à l'UNU de contribuer directement à l'approfondissement des connaissances sur le rôle et l'action de l'ONU et à l'application de ces connaissances à l'élaboration de principes, de politiques, de stratégies et de programmes d'action rationnels. Grâce à son indépendance intellectuelle garantie par sa Charte, l'UNU est en mesure d'apporter sa contribution avec objectivité et en toute intégrité et d'ouvrir de nouvelles perspectives impartiales sur les principaux problèmes mondiaux d'aujourd'hui et de demain.

5. Cette mission spéciale et l'identité unique de l'UNU lui confèrent un certain nombre de caractéristiques qui la différencient des universités et institutions de recherche traditionnelles, notamment :

a) structure mondiale, avec une présence dans plus d'une douzaine de pays partout dans le monde;

b) Une étroite collaboration avec de nombreuses organisations de l'ONU, nationales et internationales, et des partenariats collaboratifs avec des universités de pays développés et en développement;

c) Des travaux axés sur des problèmes et des thèmes (plutôt que des disciplines) et sur les besoins des utilisateurs; et

d) Une ferme volonté de réaliser la durabilité et de combler les écarts entre les nantis et les pauvres.

6. L'établissement d'un réseau de collaboration est un fondement essentiel du travail de l'UNU. L'Université entretient d'étroites relations de coopération avec d'autres organismes du système des Nations Unies (institutions spécialisées, programmes, commissions, fonds et secrétariats de convention) ainsi qu'avec les meilleurs universités et instituts de recherche des États Membres. En 2012, l'UNU a collaboré avec plus de 50 partenaires du système des Nations Unies.

7. Au plus haut niveau, l'UNU influe sur les travaux des Nations Unies en contribuant (par l'intermédiaire de son recteur) aux réunions du Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination (CCS) – au cours desquelles elle est informée des grands problèmes auxquels fait face le système des Nations Unies et peut contribuer à leur solution. L'UNU participe aux discussions et communications pertinentes du Comité de haut niveau sur les programmes et du Comité de haut niveau sur la gestion qui viennent soutenir le travail du CCS.

8. Fin 2012, l'effectif du système de l'Université des Nations Unies au plan mondial s'élevait à 679 personnes, dont 254 (37 %) ressortissants de pays en développement. Ventilé par sexe, le personnel de l'UNU comptait 392 hommes et 287 femmes, originaires d'au moins 87 pays.

9. L'UNU n'est pas financée au moyen du budget ordinaire de l'ONU. Ses dépenses de fonctionnement sont imputées sur le revenu des placements de son fonds de dotation et sur les contributions volontaires versées par des Gouvernements (principalement les Gouvernements hôtes des instituts de l'université) et des agences, organisations internationales, fondations et autres entités.

10. Le budget global de l'UNU pour l'exercice biennal 2012-2013 s'élève à 142,8 millions de dollars des États-Unis, dont 61 % sont financés par des ressources de base (y compris les contributions de fonctionnement et les recettes du fonds de dotation) et 39 % de contributions de programmes spécifiques.

11. En 2012, l'UNU a perçu 51,7 millions de dollars des États-Unis de contributions de la part de 21 gouvernements et 168 autres sources. Elle a aussi bénéficié d'un appui de contrepartie, notamment, sous la forme d'une participation aux coûts, et de contributions « extrabudgétaires » payées directement aux institutions coopérantes pour des activités universitaires.

II. Activités et réalisations en 2012

12. L'objectif général de l'UNU est de contribuer au développement durable mondial. Dans la poursuite de cet objectif, l'Université s'emploie à trouver des solutions systémiques et interdisciplinaires aux problèmes en alliant la méthodologie et la rigueur des sciences naturelles et physiques avec les observations qualitatives des sciences sociales et humaines. Le but est de produire de nouvelles connaissances, de renforcer les capacités aussi bien individuelles qu'institutionnelles et de diffuser les informations jugées utiles aux publics concernés.

13. Compte tenu de ses ressources financières et humaines limitées, l'UNU axe ses travaux sur les domaines dans lesquels elle peut faire une réelle contribution et apporter un plus à l'effort commun. Comme prescrit par le Plan stratégique de l'Université pour la période 2011-2014, ses travaux recoupent cinq grands volets thématiques interdépendants sous le thème général de la « durabilité » : a) la paix, la sécurité et les droits de l'homme; b) la gouvernance du développement; c) la

population et la santé; d) les changements planétaires et le développement durable; et e) les sciences, la technologie, et la société.

14. Dans le cadre de ces thématiques de travail, l'ONU entreprend trois types complémentaires d'activités principales :

a) Recherches et études :

- i) Des recherches interdisciplinaires et transculturelles utilisant des méthodologies et des techniques basées sur la science afin d'étudier les évolutions importantes se manifestant au niveau mondial et d'élaborer des solutions tournées vers l'avenir;
- ii) Des études ciblées sur les politiques et la prospective, destinées à développer des orientations politiques appropriées et à évaluer la faisabilité et les avantages comparatifs de chaque option;

b) Formation et développement des capacités :

- i) Formations postuniversitaires (telles que des programmes d'étude destinés aux diplômés et des formations spécialisées) portant plutôt sur les problèmes et les solutions;
- ii) Activités de renforcement des capacités visant à aider les pays en développement ou en phase de transition à renforcer leur potentiel individuel et institutionnel pour répondre aux problématiques actuelles ainsi qu'aux nouveaux défis émergents;

c) Transmission et transfert des connaissances

- i) Publications et présentations audio-visuelles/web d'informations à propos des recherches entreprises par l'ONU, les avancées scientifiques et les meilleures pratiques;
- ii) Manifestations publiques, par exemple conférences, séminaires, symposiums et exposés, offrant la possibilité de nouer des relations en personne.

15. Les cinq sections thématiques suivantes présentent une sélection de projets et de réalisations relevant des activités essentielles de l'ONU et mettant en lumière l'ampleur de ses travaux en 2012.

A. Domaine thématique 1 : Paix, sécurité et droits de l'homme

16. La sécurité humaine (dans le but de parvenir à vivre à l'abri de la peur et vivre à l'abri du besoin) supplante la sécurité territoriale (stabilité nationale et absence de guerre inter-états). Elle est devenue la préoccupation principale des membres de la communauté internationale. Cette évolution met également en lumière les violations des droits de l'homme et les différends interculturels, qui peuvent être les prémisses d'un conflit.

Recherche et études

17. Le trafic de drogues constitue une menace majeure pour les États faibles et vulnérables et la sécurité internationale. Le projet de l'Institut pour la durabilité et la paix de l'ONU intitulé *Entre les lignes : trafic de drogues et pays de transit* est axé sur les pays de transit (plutôt que sur les pays de production ou de consommation) et explore les conséquences du trafic de stupéfiants pour les pays pris dans l'étau du commerce de la drogue.

18. « Le multilatéralisme en évolution : l'Union européenne comme acteur mondial-régional de la sécurité et la paix » est un projet de recherche financé par l'Union européenne visant à éclairer le rôle actuel et futur de l'Union en tant qu'acteur de la sécurité et de la paix. La recherche, conduite par un consortium de neuf partenaires, a été coordonnée par l'Institut sur les études comparatives d'intégration régionale de l'ONU. En janvier, un atelier prospectif de deux jours et un événement de communication à Bruxelles ont marqué la fin de ce projet triennal.

19. Le projet intitulé « Changements climatiques, hydroconflits et sécurité humaine », dont l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine de l'ONU (UNU-EHS) est partenaire, a cherché à savoir si les aléas hydroclimatiques (tels que les sécheresses ou les inondations) exacerbaient les tensions sociales et les conflits intra-/inter-états en Méditerranée, au Moyen-Orient et au Sahel, ou s'ils étaient des catalyseurs de coopération et de paix. Ce projet triennal, achevé en décembre, a cartographié les politiques nationales et internationales de sécurité et d'adaptation dans les domaines des ressources en eaux et de la gestion des risques, et développé un modèle politique régional pour lutter contre les aléas hydroclimatiques.

20. Le projet de l'Institut pour la durabilité et la paix de l'ONU intitulé « Braver et vaincre le statut de victime : les femmes et les enfants dans la consolidation de la paix », partiellement financé par le Fonds des femmes asiatiques, a vivement critiqué le manque d'attention portée au rôle potentiel des femmes et des enfants dans la reconstruction après un conflit et la consolidation de la paix. Un premier ouvrage, *Defying Victimhood: Women and Post-Conflict Peacebuilding* a été publié en 2012 par UNU Press.

21. Dans le cadre du projet intitulé « Existence et Utilisation du mot « mal » (« evil ») dans la politique internationale », l'Institut pour la durabilité et la paix de l'ONU étudie l'utilisation faite du terme « evil » dans le vocabulaire des Nations Unies. Le projet explore le rôle du « mal » dans la vie politique internationale contemporaine, la façon dont il est compris et employé, et les conséquences qui en découlent. Un atelier de recherche s'est tenu à l'Institut de recherche sur la paix de Francfort, Allemagne, en mai.

22. Le projet de recherche intitulé « État de droit international et accès à la justice », entrepris par l'Institut pour la durabilité et la paix de l'ONU en partenariat avec le Center for International Governance and Innovation de l'Université de Waterloo et l'Institute for Ethics, Governance and Law de l'université Griffith, a tenu le dernier de sa série de trois ateliers en Australie en octobre.

23. Le projet de recherche intitulé « Responsabilité de protéger et Protection des civils », entrepris par l'Institut pour la durabilité et la paix de l'ONU en partenariat avec l'Institute for Ethics, Governance and Law de l'université Griffith, et le Centre civilo-militaire australien, a été partiellement financé par le Responsibility to Protect Fund australien. Il examine les relations entre deux normes de protection et

leurs synergies potentielles. Un guide sur le renforcement de la protection a été préparé pour les décideurs politiques et les responsables des États Membres des Nations Unies. Un ouvrage, *Norms of Protection: Responsibility to Protect, Protection of Civilians and Their Interaction* a été publié en 2012 par UNU Press.

Formation et développement des capacités

24. En juin, l'UNU-Barcelone a organisé un échange de deux jours Union européenne-Maghreb pour des juges et des journalistes de pays des deux rives de la Méditerranée sur le thème « Organiser l'information, réguler la communication ». Les participants ont discuté des différents principes déontologiques liés à la fonction de contrôle social des autorités publiques, y compris du système judiciaire, et exploré les possibilités de combiner liberté d'expression, contre-pouvoir et déontologie juridique dans le contexte de l'intérêt public.

25. Les cours intensif dispensés durant six semaines par l'Institut pour la durabilité et la paix de l'UNU s'inscrivent dans le cadre du programme de Master en science sur la durabilité, le développement et la paix. Les cours proposés pour la session de 2012, au siège de l'UNU en septembre et octobre, étaient intitulés a) le système des Nations Unies et les changements planétaires, b) la paix et la sécurité internationales, et c) la coopération internationale et le développement.

Partage et transfert des connaissances

26. Le « Forum mondial sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération », qui s'est tenu durant deux jours à Nagasaki, Japon, au mois d'août, était coorganisé par l'Institut pour la durabilité et la paix de l'UNU, le Ministère des affaires étrangères du Japon et la ville de Nagasaki.

27. Le projet intitulé « Après l'oppression : justice transitionnelle en Amérique latine et Europe orientale », de l'Institut pour la durabilité et la paix de l'UNU en collaboration avec le Collège du Mexique et l'Université d'Oxford, s'est achevé par la publication par l'UNU Press d'un ouvrage, *After Oppression: Transitional Justice in Latin America and Eastern Europe*, qui détaille la mise en œuvre de la justice transitionnelle dans sept pays d'Amérique latine et sept pays d'Europe de l'est.

28. Le projet de l'Institut pour la durabilité et la paix de l'UNU intitulé « Légalité et légitimité dans les affaires mondiales » s'est achevé en 2012 par la publication par Oxford University Press d'un ouvrage, *Legality and Legitimacy in Global Affairs*, qui illustre comment, en l'absence de règles juridiques, les perceptions communes de l'humanité et de la légitimité peuvent servir de substituts et analyse la légalité et la légitimité de divers régimes en vertu du droit international.

29. La vingtième Conférence U Thant, coorganisée par le centre de l'UNU et le Conseil scientifique du Japon en novembre au siège de l'UNU à Tokyo, a accueilli comme orateur José Ramos-Horta, ancien Président du Timor-Leste et lauréat du Prix Nobel de la paix 1996, sur le thème « Gouvernance mondiale et consolidation de la paix : perspectives du Timor-Leste ».

B. Domaine thématique 2 : Gouvernance du développement

30. Pour assurer le développement social et économique, il faut certes atténuer la pauvreté, réduire les inégalités socioéconomiques et renforcer l'accès à l'éducation,

mais il faut aussi mettre en place une bonne gouvernance. Le leadership à tous les niveaux, dans les secteurs public et privé, doit être réactif, transparent et responsable, et s'efforcer de répondre aux besoins de tous, et notamment des pauvres et des marginalisés.

Formation et renforcement des capacités

31. Le projet Jean Monnet intitulé « Droits constitutionnels et accords de libre échange », mené par l'Institut sur les études comparatives d'intégration régionale de l'UNU, a tenté d'évaluer systématiquement la façon dont les tribunaux nationaux et régionaux ont traité les sources potentielles de conflit entre les contenus de ces accords et les droits constitutionnels, notamment lorsqu'opèrent des juridictions très actives. Des ateliers ont été organisés en Belgique, à Bruges en février et à Bruxelles en mai. Le projet s'est achevé en 2012 et un rapport final a été soumis à la Commission européenne.

32. Les deux initiatives phares du programme « Éducation au service du développement durable » de l'Institut des hautes études de l'UNU, les Centres régionaux de compétences chargés de l'éducation au service du développement durable et le Réseau de promotion de la durabilité dans l'enseignement de troisième cycle et la recherche (ProSPER.Net), sont deux exemples réussis d'établissement de réseaux traduisant concrètement le discours global sur l'éducation au service du développement durable en réalités locales. En 2012, parmi les réalisations des Centres régionaux de compétences, citons la création de modules de développement des capacités pour les institutions éducatives africaines, une série de nouvelles publications de recherche, l'engagement actif dans la Conférence des Nations Unies sur le développement durable au Brésil et la onzième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique en Inde, et l'adoption d'une déclaration sur l'éducation au service du développement durable. Tous les ans le réseau ProSPER.Net décerne également le prix du jeune scientifique en développement durable de ProSPER.Net–Scopus et organise l'école des jeunes chercheurs ProSPER.Net, tenue en 2012 à Yogyakarta, Indonésie.

33. Depuis 2008, l'Institut pour la durabilité et la paix de l'UNU a collaboré avec quelques-unes des meilleures universités africaines, sur la base d'un projet bénéficiant au démarrage d'un financement du gouvernement du Japon, afin de développer des programmes postuniversitaires sur le développement durable en Afrique. Le projet a réuni plusieurs partenaires dont l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et des universités sélectionnées au Japon et en Europe du Nord. Le projet intitulé « Éducation au service du développement durable en Afrique » a mis au point trois programmes d'enseignement de niveau Master qui seront mis en œuvre en 2013 par huit universités partenaires en Afrique. Un consortium réunissant des représentants des universités partenaires, dont le secrétariat est assuré par l'Institut pour la durabilité et la paix de l'UNU et l'Institut de hautes études sur les ressources naturelles en Afrique de l'UNU (UNU-INRA), a été constitué pour gérer le projet.

34. Le projet de l'Institut international pour la technologie des logiciels de l'UNU (UNU-IIST) intitulé « Gouvernance électronique pour le développement durable – Fondements » s'est penché sur la façon dont les Gouvernements dans le monde

entier utilisaient leurs programmes de gouvernance électronique pour progresser sur la voie du développement durable, dans le but d'élaborer un modèle d'intégration des programmes de gouvernance électronique dans des initiatives de développement durable et de fournir un cadre politique adéquat et utile. Le projet s'est achevé en avril et ses résultats ont été communiqués au Gouvernement de Macao, Chine.

35. Le projet intitulé « Aide étrangère et démocratie en Afrique » de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'ONU vise à déterminer les caractéristiques de l'aide et des pays bénéficiaires qui ont une incidence sur l'efficacité de cette aide pour la transition vers la démocratie et sa consolidation. Sept études de cas de pays ont été examinées afin d'appréhender les processus de causalité, suivies d'une analyse quantitative à grande échelle pour aboutir à des généralisations plus larges.

36. Le projet intitulé « Libre circulation des personnes dans le contexte des processus d'intégration régionale » est mené par l'Institut sur les études comparatives d'intégration régionale de l'ONU, en coopération avec l'UNESCO qui en assure le financement. L'objectif est de dresser un tableau clair des tendances actuelles des approches des organisations régionales de la liberté de circulation des personnes.

37. Le projet intitulé « Réorganisation mondiale : évolution au travers des réseaux européens », financé par l'Union européenne, étudie le rôle actuel et futur de l'Union dans le monde multipolaire émergent. Un consortium de 16 partenaires mondiaux, dont l'Institut sur les études comparatives d'intégration régionale de l'ONU (en tant qu'institution chef de file pour deux des dix modules de travail du projet), poursuit cinq grands axes de recherche. Une première conférence annuelle de deux jours a été organisée à Milan, Italie, en février et un atelier GR:EEN de deux jours également a été mené à l'Institut sur les études comparatives d'intégration régionale de l'ONU à Bruges, en Belgique, en mars.

38. L'objectif du projet intitulé « Leadership de l'information gouvernementale – Fondations » de l'Institut international pour la technologie des logiciels de l'ONU est de bâtir un cadre général pour la création d'un poste de responsable des technologies de l'information du gouvernement et de valider ce cadre par des scénarios gouvernementaux concrets, en plaçant l'accent sur les capacités humaines et institutionnelles requises. Le projet s'est achevé en décembre et ses résultats ont été communiqués au Gouvernement de Macao, Chine.

39. Le projet « Croissance et pauvreté » de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'ONU aborde le problème de la conciliation des diverses tendances du développement en Afrique; il s'efforce d'étayer par des faits le débat actuel sur la croissance et la pauvreté sur ce continent et l'efficacité de l'aide étrangère et des politiques nationales. Une boîte à outils d'évaluation de la pauvreté a été élaborée, documentée et distribuée aux équipes de recherche nationales pour examen.

40. « Apprendre pour rivaliser : accélérer le développement industriel en Afrique » est un projet collaboratif basé sur des comparatifs par pays, mené par l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'ONU, la Banque africaine de développement et la Brookings Institution. Ce projet tente de répondre à deux questions troublantes bien qu'apparemment simples : pourquoi y a-t-il si peu d'industries en Afrique et que peuvent faire les politiques publiques à cet

égard, si tant-est qu'elle puisse avoir un effet. L'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'ONU s'est penché sur cette problématique dans dix pays africains et deux pays asiatiques. Les résultats du projet ont été mis à profit par la Banque africaine de développement lors de séminaires de haut niveau (ministériel) à l'occasion des réunions annuelles de 2012 en Tanzanie et de la réunion du Comité des dix ministres africains des finances et Gouverneurs des banques centrales lors de la réunion annuelle 2012 du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

41. Le projet intitulé « Production par les pairs au service de l'enseignement à distance » de l'Institut international pour la technologie des logiciels de l'ONU, financé en partie par le Fonds de développement des sciences et de la technologie de Macao, Chine, a pour objet de développer un cadre d'apprentissage en ligne des compétences en développement logiciel au sein d'un environnement de production entre pairs favorisant l'apprentissage collaboratif et permettant aux étudiants de contribuer à des projets logiciels concrets.

42. « ReCom – Recherche et communication sur l'aide extérieure » est une initiative de recherche coordonnée de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'ONU, mise en œuvre en partenariat avec l'Agence pour le développement international du Ministère danois des affaires étrangères et l'Agence suédoise de coopération pour le développement international, avec la participation de l'Institut danois d'études internationales. Le projet vise à compléter les connaissances actuelles et à informer les décideurs et le public au sens large de « ce que l'aide a fait et ce qu'elle peut mieux faire à l'avenir » dans le contexte a) de la croissance et de l'emploi, b) de la gouvernance et de la fragilité, c) de l'égalité des sexes, d) de l'environnement et des changements climatiques, et e) du secteur social. Le site web ReCom a été lancé en juin.

43. Le projet « Enquête sur les PME », conduit par l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'ONU et plusieurs partenaires, a enquêté auprès de petites et moyennes entreprises privées opérant dans le secteur manufacturier de dix provinces du Viet Nam. La version définitive du rapport du projet a été présentée (en version bilingue anglais et vietnamien) lors d'un atelier de haut niveau organisé à Hanoï en novembre.

44. L'initiative « Gouvernance du développement durable » de l'Institut des hautes études de l'ONU explore les moyens de renforcer les structures environnementales institutionnelles et organisationnelles à des échelons multi-géographiques et leurs interactions. En avril, l'initiative a lancé deux nouveaux projets, soutenus par le Ministère de l'environnement du Japon : le premier explore les architectures internationales institutionnelles afin de favoriser les sociétés à faible taux d'émission de carbone dans les grandes économies d'Asie, et le second est axé sur le programme de développement au-delà de 2015 en termes de frontières internationales.

45. La Chaire sur l'intégration régionale, les migrations et la liberté de circulation des personnes, de l'UNESCO-ONU, est basée à l'Institut sur les études comparatives d'intégration régionale de l'ONU à Bruges, Belgique. Coopérant avec l'université de Pretoria, elle traite des opportunités et enjeux de l'intégration régionale, de la dimension sociale de cette intégration régionale et de la liberté de circulation des personnes en Afrique du Sud et dans la région de l'Afrique australe.

Formation et développement des capacités

46. En juillet, à Luxembourg, l'Institut sur les études comparatives d'intégration régionale de l'ONU a coorganisé une université d'été d'une semaine et un symposium de recherche sur « Analyser la cohésion sociale régionale », avec le Consortium pour la recherche comparative sur l'intégration régionale et la cohésion sociale.

47. En vue de combler le fossé entre recherche et politique, l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'ONU a noué un partenariat avec le Consortium africain de recherche économique pour renforcer les capacités des universitaires africains à conduire des recherches sur les changements climatiques, et introduire un module de formation aux changements climatiques dans les universités africaines. Dans le cadre de la composante de renforcement des capacités de cette initiative, l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'ONU a établi un partenariat avec les ministères d'un certain nombre de pays d'Afrique australe et développe un modèle régional d'économie énergétique en collaboration avec l'Université du Cap.

48. Le vaste projet « Développement et changements climatiques » de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'ONU associe recherche et renforcement des capacités pour identifier des solutions durables permettant aux pays en développement de faire face aux problèmes mondiaux tels que les changements climatiques et la pauvreté. La première partie du projet, achevée mi-2012, était axée sur la recherche scientifique fondamentale. Dans le cadre de la seconde partie, lancée en février, l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'ONU collabore avec le Consortium africain de recherche économique afin de : a) renforcer les capacités des chercheurs africains à dispenser des cours de niveau universitaire sur les changements climatiques, b) aider les ministères clés de cinq grands pays d'Afrique australe à intégrer des considérations liées aux changements climatiques dans la planification nationale, et c) octroyer des bourses à des universitaires africains prometteurs pour leur permettre de mener des recherches sur des questions liées aux changements climatiques.

49. Le projet de l'Institut international pour la technologie des logiciels de l'ONU intitulé « Réduction de la pauvreté grâce à l'enseignement fondé sur les TIC » est axé sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication en appui du renforcement des capacités de base en matière de réduction de la pauvreté, avec la République populaire démocratique lao comme premier pays d'activité. Dans le cadre d'un partenariat stratégique avec le Ministère de l'agriculture et des forêts de la République populaire démocratique lao, l'Institut international pour la technologie des logiciels de l'ONU, en collaboration avec l'Université de Brème, a conçu et développé un logiciel pour appuyer le renforcement des capacités de base. Une première version de ce logiciel a été livrée au ministère en février et mis en œuvre dans huit provinces méridionales de la République populaire démocratique lao.

50. En juillet et août, l'Institut sur les études comparatives d'intégration régionale de l'ONU a dispensé un cours de doctorat d'une semaine à Quito, Équateur, intitulé « Régionalisme latino-américain, européen et comparé ». Le cours a été organisé conjointement avec l'Université Simón Bolívar, avec le soutien de la Banque

interaméricaine de développement, l'Observatoire des relations Union européenne-Amérique latine et le Réseau commercial latino-américain.

51. Le programme de Master de science en politique publique et développement humain est proposé par le Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie de l'Université des Nations Unies (UNU-MERIT) et l'École de gouvernance de Maastricht, en coopération avec l'Université de Maastricht, des universités partenaires et des organisations internationales.

52. Le programme de doctorat multidisciplinaire en économie et gouvernance, proposé par l'UNU-MERIT et l'École de gouvernance de Maastricht, propose une formation avancée aux connaissances et compétences les plus pertinentes pour l'analyse politique et l'économie de la technologie et de l'innovation. Le programme comporte deux spécialisations : a) économie et études de l'évolution technologique et b) politique publique et analyse politique.

53. L'Institut international pour la technologie des logiciels de l'UNU propose un programme de double-diplôme de doctorat en technologies de l'information et de la communication au service du développement durable, en collaboration avec l'Université de Pise (Italie). Ce programme a démarré en septembre.

54. En septembre toujours, l'UNU-MERIT et l'Institut sur les études comparatives d'intégration régionale de l'UNU, en coopération avec l'Université de Maastricht, a officiellement lancé une nouvelle spécialisation en intégration régionale et gouvernance multi-niveaux du programme de double master en politique publique et développement humain.

Partage et transfert des connaissances

55. En novembre, l'Institut sur les études comparatives d'intégration régionale de l'UNU a organisé une conférence internationale de deux jours intitulée « Après le printemps arabe : repenser le rôle des organisations régionales dans le soutien à la gouvernance démocratique » conjointement avec la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies et l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale.

56. Le symposium annuel à l'occasion de la Journée de l'Afrique a été organisé au Siège de l'UNU conjointement par le Centre de l'UNU et le corps diplomatique africain. Le thème du Symposium 2012, tenu en mai, était « Développement des infrastructures matérielles en Afrique : le rôle du Japon ».

57. La Réunion Asie-Europe (ASEM) – un processus informel de dialogue et de coopération entre 29 États européens, la Commission européenne, 20 pays d'Asie et le Secrétariat de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est – vise à renforcer les relations entre les deux régions. L'Institut sur les études comparatives d'intégration régionale de l'UNU, partenaire du processus, a coédité le *rapport de prospective de l'ASEM*, discuté lors d'un atelier organisé en décembre à Singapour, et a contribué à l'un des principaux chapitres.

58. L'ouvrage de l'Institut sur les études comparatives d'intégration régionale de l'UNU intitulé *The Ashgate Research Companion to Regionalisms*, publié par Ashgate en janvier, dresse une vue d'ensemble du régionalisme accompagnée d'une analyse détaillée de la construction, des activités et des implications de quelques

exemples bien établis ou émergents d'organisations politiques et économiques formelles ainsi que d'entités et réseaux régionaux informels.

59. La conférence de deux jours intitulée « Changements climatiques et politique de développement », organisée à Helsinki en septembre, illustre la façon dont l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'ONU collabore avec des décideurs des pays développés et en développement pour renforcer son impact, de manière géographiquement diversifiée, et influencer sur l'élaboration des politiques.

60. L'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'ONU a présenté à Londres en juin l'ouvrage *Economies in Transition: The Long-Run View*, publié par Palgrave Macmillan.

61. L'ouvrage de l'Institut sur les études comparatives d'intégration régionale de l'ONU intitulé *The EU and Multilateral Security Governance* publié par Routledge en décembre, étudie le rôle joué par l'Union européenne en matière de paix et de sécurité, en tant qu'acteur régional ayant des aspirations mondiales, dans le contexte d'un multilatéralisme remis en cause et en mutation.

62. Des événements publics de lancement/séminaires ont été organisés pour l'ouvrage de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'ONU *Fragile States: Causes, Costs, and Responses* publié par Oxford University Press en mars à Florence, Italie (conjointement avec le Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF) et à Oxford, Royaume-Uni, (conjointement avec la conférence annuelle du Centre d'étude des économies africaines).

63. L'indice de richesse globale est une nouvelle méthode de mesure de la richesse d'une nation, prenant en compte le capital humain (éducation, compétences, capacité à subvenir à ses besoins, espérance de vie et population), le capital naturel (combustibles fossiles, minéraux, arbres et terres) et capital produit tel que les routes, voies de chemin de fer, bâtiments, véhicules, etc.. Le rapport initial *Inclusive Wealth Report* a été publié par le Programme international sur les dimensions humaines des changements planétaires (accueilli par le Vice-rectorat en Europe de l'ONU) en juin lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

64. La sixième Conférence internationale sur la théorie et la pratique de l'administration en ligne était axée sur le thème de l'innovation ouverte. la conférence de quatre jours, tenue en octobre à Albany, États-Unis, était coorganisée par l'Institut international pour la technologie des logiciels de l'ONU et l'Université d'État de New York à Albany.

65. La conférence Microdonnées concernant l'innovation et le développement réunit tous les ans des chercheurs du monde entier pour discuter de l'importance de l'innovation pour la croissance économique et le développement. En 2012, un événement de trois jours a été organisé en novembre au Cap, Afrique du Sud, par l'ONU-MERIT, l'Organisation de coopération et de développement économiques et d'autres partenaires.

66. Les rapports mondiaux sur l'intégration régionale, produits par l'Institut sur les études comparatives d'intégration régionale de l'ONU en collaboration avec d'autres partenaires des Nations Unies, reflètent l'expertise des diverses commissions économiques et sociales régionales de l'ONU. L'ouvrage *The United Nations and the*

Regions: Third World Report on Regional Integration, publié en janvier par Springer, analyse les implications de l'importance grandissante des organisations régionales supranationales pour la gouvernance mondiale sur un plan général, et pour les Nations Unies en particulier.

67. La seizième conférence mondiale annuelle de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'ONU, organisée en septembre à Helsinki, était animée par le Prof. Lant Pritchett de la John F. Kennedy School of Government de l'Université de Harvard. Sa présentation avait pour titre « Folk and the formula: pathways to capable States ».

C. Domaine thématique 3 : Population et santé

68. Les problèmes qui affectent la santé humaine – par exemple les maladies infectieuses, la contamination ou l'inaccessibilité de l'eau, le manque de nourriture, et les conditions de vie ou moyens d'existence marginaux – peuvent transcender les frontières nationales et avoir un profond impact sur le plan régional, voire mondial. Les travaux de l'Université des Nations Unies dans cette thématique sont axés sur l'équilibre entre les facteurs économiques, sociaux et environnementaux susceptible d'assurer durablement une bonne santé, des communautés stables et des moyens de subsistance productifs.

Recherches et études

69. Les accidents cérébrovasculaires sont la principale cause de handicap grave des personnes vivant à domicile. Le projet intitulé « État fonctionnel et qualité de vie des victimes d'accidents vasculaires cérébraux vivant en milieu communautaire et analyse coût-efficacité d'un programme de prestations de soins à domicile et d'aide », mené par l'Institut international pour la santé mondiale de l'Université des Nations Unies en coopération avec le Centre médical de l'Université nationale de Malaisie, s'intéresse aux victimes d'accidents cérébrovasculaires un an ou plus après leur attaque, afin d'évaluer les complications physiques et psychosociales dont ils souffrent et de concevoir un programme thérapeutique à domicile, structuré et multidisciplinaire.

70. Le projet intitulé « Vulnérabilité mondiale aux maladies », de l'Institut international pour la santé mondiale de l'Université des Nations Unies en collaboration avec le Réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé de l'Université des Nations Unies (UNU-INWEH), l'UNU-EHS, l'Université de Californie, Los Angeles, et d'autres, vise à développer un outil interactif d'analyse des facteurs de vulnérabilité aux maladies liées à l'eau au plan mondial. Une étude initiale de validation du concept, menée en Malaisie, se penche sur l'influence des facteurs physiques, humains et pathologiques sur la prévalence et la répartition des cas de dengue et de chikungunya.

71. Le projet conjoint intitulé « Évaluation des risques sanitaires et du coût des soins de l'arsénicose au Cambodge », menée en collaboration avec l'Institut international pour la santé mondiale de l'Université des Nations Unies, l'Équipe mondiale mixte d'appui à l'analyse des problèmes et à la mise en œuvre de solutions, l'Université baptiste de Hong Kong et l'Université nationale de Malaisie, a consisté à effectuer des tests de présence d'arsenic dans des échantillons d'eau, de nourriture, de cheveux et d'ongles; à mener une enquête sanitaire et une évaluation clinique de

la population étudiée; ainsi qu'une évaluation du poids économique de l'arsénicose. Des activités de recherche ont été menées à terme et l'analyse des données définitives est en cours.

72. Le projet triennal « Architecture sécurisée pour les dossiers médicaux électroniques » est financé par le Fonds de développement des sciences et des technologies de Macao, Chine. Dans ce cadre, l'Institut international pour la technologie des logiciels de l'ONU collabore avec l'Université de Macao dans la conduite d'une recherche sur les techniques fondamentales permettant de développer des systèmes intégrés d'information sanitaire.

73. Le projet de l'Institut international pour la santé mondiale de l'Université des Nations Unies intitulé « Utilisation de logiciels libres pour les systèmes de soins de santé des pays en développement » tente de développer et de personnaliser un système à code source libre d'informations sanitaires permettant le développement collaboratif des fonctionnalités de base en matière de dossiers médicaux des patients. Un premier atelier a été organisé en octobre.

Formation et développement des capacités

74. En octobre, l'Institut international pour la santé mondiale de l'Université des Nations Unies a organisé à Kuala Lumpur un cours de deux jours intitulé « Développement de systèmes d'information hospitalière à code source libre ». Le but est de renforcer les capacités humaines en technologies à code source ouvert dans les pays en développement.

75. Le programme de bourse postdoctorale de l'Institut international pour la santé mondiale de l'Université des Nations Unies permet à de jeunes universitaires de mener des recherches de niveau postdoctoral sur des questions de santé mondiale présentant un caractère d'urgence.

76. Le programme de bourses d'ONU-Kirin apporte tous les ans un soutien financier à cinq chercheurs originaires de pays d'Asie et leur permet de passer une année complète de formation au Centre national de recherche alimentaire de Tsukuba, Japon. En avril, cinq boursiers ont achevé avec succès leurs douze mois de formation, les cinq suivants commençant leur stage au mois de mai.

Partage et transfert des connaissances

77. Le rapport *Climate Change, Vulnerability and Human Mobility: Perspectives of Refugees from the East and Horn of Africa* de l'ONU-EHS, basé sur des recherches de terrain menées dans des camps de réfugiés en coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (et financées par lui), a été présenté lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

78. Aucune résolution et aucun document majeur des Nations Unies n'avait pour l'heure été consacré à l'analyse de la santé mentale et du bien-être psychologique/émotionnel. Le projet intitulé « Élaboration d'un Compendium de documents des Nations Unies sur la santé mentale et le bien-être psychologique et émotionnel », mené par l'Institut international pour la santé mondiale de l'Université des Nations Unies en collaboration avec le Siège des Nations Unies, vise à la publication conjointe d'un compendium de documents pertinents.

79. Lors du seizième Séminaire interactif de l'ONU sur les problèmes mondiaux, à Tokyo en novembre, Obijiofor Aginam, administrateur (hors classe) de programme d'études de l'ONU et coéditeur de l'ouvrage de l'ONU *HIV/AIDS and the Security Sector in Africa*, a évoqué la réaction du secteur de la sécurité d'un certain nombre de pays africains face aux défis complexes et multiples posés par le VIH/Sida

D. Domaine thématique 4 : Changements planétaires et développement durable

80. Les changements planétaires englobent les changements environnementaux (par exemple la perte de la biodiversité et les changements climatiques) mais aussi économiques, sociaux et culturels. Les travaux de l'ONU dans ce domaine thématique portent sur les interactions entre ces divers changements et leurs implications pour le développement humain durable.

Recherches et études

81. L'Institut de hautes études sur les ressources naturelles en Afrique de l'Université des Nations Unies, en collaboration avec la Banque africaine de développement, mène actuellement une action intitulée « Renforcement des capacités des institutions financières privées en Afrique en faveur de l'énergie renouvelable, de l'efficacité énergétique et des technologies propres et à faible intensité de carbone ». Des études exploratoires menées dans cinq pays ont examiné les produits et services financiers pertinents et évalué les opportunités et contraintes liées au développement d'instruments financiers et d'investissements innovants. Des réunions d'experts se sont tenues au Cameroun (pour les pays francophones) et en Zambie (pour les pays anglophones).

82. Le projet « Renforcer la résilience aux changements climatiques et de l'écosystème en Afrique semi-aride : une approche intégrée », soutenu par le Partenariat de recherches en sciences et technologie pour un développement durable, est mené en collaboration par l'Institut pour la durabilité et la paix de l'ONU, l'Institut de hautes études sur les ressources naturelles en Afrique de l'ONU et des instituts de recherche phares en matière d'adaptation et de résilience au Ghana et au Japon. L'objectif est de combiner les recherches sur les changements climatiques et de l'écosystème, et de bâtir une stratégie intégrée de renforcement de la résilience. Une réunion de lancement et une visite sur le terrain se sont déroulées en mai au Ghana; en octobre, le Comité mixte de coordination s'est réuni.

83. L'ONU-INWEH a lancé une étude globale sur l'économie de la dégradation des sols, en collaboration avec le Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, l'Institut de Stockholm pour l'environnement et d'autres. Les résultats du projet intitulé « Économie mondiale de la dégradation des sols » incluront entre autres un cadre intégré écológico-économique pour lutter contre la dégradation des sols et favoriser la gestion durable des terres, des méthodologies répliquables d'analyse de la valeur des sols, des études de cas nationales et un rapport de synthèse destinés aux décideurs politiques nationaux et mondiaux.

84. « *Hima* » est un système africain traditionnel et communautaire de gestion des ressources environnementales pratiqué depuis plus de 1 500 ans dans la Péninsule arabe. « L'initiative mondiale *Hima* : le rôle de la *Hima* en tant que système de

gestion des ressources naturelles dans la consolidation de la paix » a été officialisée en mai grâce au lancement public lors du Forum annuel Asie occidentale-Afrique du Nord. L'UNU-INWEH a été l'un des premiers signataires du Consortium Hima, et l'un de ses chercheurs en préside le comité technique. L'Institut et des partenaires ont coorganisé en décembre un atelier consultatif et de planification.

85. Le projet de l'Institut pour la durabilité et la paix de l'UNU intitulé « Sécurité humaine et catastrophes naturelles » étend et applique l'approche de la sécurité humaine aux catastrophes naturelles. En février, l'Institut et l'Université Waseda (avec le soutien de la Japan Foundation) ont organisé à Tokyo un atelier de deux jours pour des experts japonais et étrangers de la sécurité humaine et des catastrophes, ainsi qu'un symposium destiné à partager les principales conclusions de recherche avec le public. Un colloque public de suivi, axé sur la triple catastrophe qui a frappé le Japon en 2011 et les difficultés rencontrées durant la phase de reconstruction, s'est tenu au Siège de l'UNU en novembre. Les conclusions du projet ont également été présentées lors de deux séminaires publics organisés en Australie en décembre.

86. Le projet intitulé « Gestion durable des sols dans les massifs du Haut-Pamir et du Pamir-Alai », une initiative intégrée transfrontière des gouvernements du Kirghizistan et du Tadjikistan, vise à lutter contre les problèmes étroitement liés de dégradation des sols et de pauvreté. Le projet a bénéficié du soutien financier du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et d'autres donateurs; le PNUE a été l'agent de réalisation du FEM et l'UNU (Institut pour l'environnement et la sécurité humaine) l'agent d'exécution international. Le projet s'est achevé en août.

87. L'initiative Connaissances traditionnelles de l'Institut des hautes études de l'UNU favorise et renforce la recherche sur les connaissances traditionnelles grâce à des projets de recherche communs – notamment dans les domaines des changements climatiques, des ressources naturelles et des ressources biologiques. Une des réalisations majeures de l'équipe de l'initiative a été la coorganisation de l'atelier du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat de l'UNU intitulé « L'atténuation du changement climatique avec les communautés locales et les peuples autochtones : pratiques, enseignement tirés et perspectives », qui s'est tenu à Cairns (Australie) en mars. Parmi les autres réalisations, citons la publication, conjointement avec l'UNESCO, de l'ouvrage *Weathering Uncertainty: Traditional Knowledge for Climate Change Assessment and Adaptation*.

88. Le « système d'information sur l'eau pour le développement durable du delta du Mékong » est une initiative entreprise par 18 instituts de recherche d'Allemagne et du Vietnam, coordonnée par le Centre aérospatial allemand et le Southern Institute of Water Resources Research (Viet Nam). L'UNU-EHS y contribue dans le but d'étudier l'émergence et la progression des vulnérabilités liées à l'eau et d'évaluer leur évolution au sein des divers groupes socioéconomiques de population; de mesurer les risques liés à l'utilisation d'eaux de surface et souterraines contaminées à des fins de consommation et d'irrigation; d'évaluer l'impact des diverses pratiques agricoles; et de coordonner le programme de doctorat lié à l'initiative. Le travail empirique d'évaluation des risques liés à la qualité des eaux de surface et souterraines a été mené à bien en octobre.

89. Le projet de recherche « Centre ouest africain de service scientifique sur les changements climatiques et l'utilisation adaptée des terres » a pour objectif de développer des mesures efficaces d'atténuation et d'adaptation aux changements

climatiques. L'UNU-EHS est en charge des recherches sur l'évaluation des risques et le développement d'un programme de Master en science à l'Université de Lomé. La phase principale du projet a démarré en octobre et s'étendra jusqu'en 2016.

Formation et développement des capacités

90. Le projet de l'Institut pour la durabilité et la paix de l'UNU intitulé « Études comparatives des stratégies de développement tenant compte des effets de l'adaptation aux changements climatiques », axé sur la production de riz et l'atténuation des catastrophes naturelles, s'est achevé en mars. Incluant des études de cas aux Philippines, au Sri Lanka, en Thaïlande et au Viet Nam (ainsi que des programmes communs avec des institutions nationales), il a permis de dispenser des formations et d'assurer un transfert de technologies dans le but de renforcer les capacités de recherche au niveau local dans chaque pays. Un rapport final a été publié en mai.

91. L'UNU-EHS, en collaboration avec des organisations partenaires, a organisé en janvier-février un module de cours de deux semaines dans le cadre du doctorat intitulé « Réduction des vulnérabilité et des risques » du Centre d'enseignement et de formation à la gestion des catastrophes pour l'Afrique, à Bloemfontein, Afrique du Sud. En avril, l'UNU-EHS a organisé un module de cours de doctorat intitulé « De la vulnérabilité à la résilience dans la gestion des risques » à l'Université de Bonn.

92. L'Académie D3E (*E-Waste Academy*) de GeSI (Global eSustainability Initiative) et de l'initiative StEP (Solving the E-waste Problem), menée par l'unité opérationnelle chargée des cycles durables (SCYCLE) de l'Institut pour la durabilité et la paix de l'UNU, est un forum pour les parties prenantes impliquées dans la planification et la mise en œuvre de solutions et systèmes de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) permettant d'échanger des connaissances, d'interagir avec d'autres experts et de nouer des partenariats collaboratifs favorisant des solutions et approches à long terme et durables pour tous les domaines relevant de la gestion de ces déchets. Le curriculum de l'Académie D3E 2012, dispensé sur une semaine, en juin, à l'Institut de hautes études sur les ressources naturelles en Afrique de l'UNU à Accra, était axé sur la collaboration mondiale en faveur du renforcement des solutions locales tout au long de la chaîne de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques.

93. En coopération avec l'Agence tanzanienne de formation sur la pêche, le Département tanzanien de la pêche, et l'Institut de recherche marine d'Islande, le Programme de formation sur la pêche de l'UNU a mené en août un stage d'une semaine de formation sur la collecte et l'analyse des données sur la pêche pour des agents et gestionnaires de pêcheries en République unie de Tanzanie.

94. En mars 2012, 19 boursiers ont mené à terme la quatorzième session de formation à la pêche, d'une durée de six mois, dispensée par le Programme de formation sur la pêche. En septembre, 22 professionnels de pêche originaires de 13 pays ont entamé la quinzième session.

95. L'université d'été 2012 de l'UNU-EHS, organisée en juillet à Hohenkammer, Allemagne, avait pour sujet « De la vulnérabilité sociale à la résilience : mesurer les progrès sur la voie de la réduction des risques de catastrophe » et était coorganisé par la Fondation Munich Re. Une conférence internationale de trois jours, intitulée

« De la vulnérabilité sociale au renforcement de la résilience dans le contexte de l'adaptation aux changements climatiques », s'est tenue à Bonn en octobre.

96. Les PME ghanéennes du secteur de l'agroalimentaire, qui jouent des rôles clefs en offrant des emplois ruraux, en favorisant la valeur ajoutée économique, en améliorant la chaîne alimentaire et en réduisant la pauvreté dans les campagnes, sont confrontées à des problèmes tels que le manque d'opportunités de financement et de crédit et la concurrence féroce des importations alimentaires à bas prix. Une composante du projet de l'Institut de hautes études sur les ressources naturelles en Afrique de l'ONU intitulé « Améliorer la productivité et les investissements nationaux pour les PME de transformation des cultures vivrières au Ghana » est consacrée au renforcement des capacités de recherche d'emploi. Ce projet est soutenu par le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche du Japon (au travers de l'Institut pour la durabilité et la paix de l'ONU).

97. Le programme annuel de six mois sur la restauration des sols (mars/avril à septembre/octobre) de l'ONU, basé en Islande, est subdivisé en plusieurs modules axés sur la dégradation des sols et la désertification, la restauration des sols et la gestion durable des terres. Dix boursiers issus de cinq pays ont achevé la formation en octobre.

98. Le 12^e cours annuel de formation sur Les écosystèmes et la biodiversité de la mangrove s'est tenu en novembre-décembre à l'Université Annamalai, à Parangipettai, Inde. L'ONU-INWEH soutient cette formation annuelle de deux semaines, en collaboration avec le programme Homme et biosphère de l'UNESCO et l'Université Annamalai.

99. Le programme de Master en science sur la gouvernance environnementale avec une spécialisation en biodiversité de l'Institut des hautes études de l'ONU a débuté en septembre 2011, fort de 12 étudiants. En septembre 2012, une deuxième promotion de neuf étudiants a entamé le programme.

100. Le programme du Master en science sur la durabilité, le développement et la paix de l'Institut pour la durabilité et la paix de l'ONU a été établi en septembre 2010. En juillet, trois étudiants ont achevé une formation de deux ans et ont été les premiers diplômés du programme. En septembre, 16 nouveaux étudiants ont débuté le programme.

101. Le programme de doctorat en science de la durabilité de l'Institut pour la durabilité et la paix de l'ONU, lancé en septembre, a pour but de favoriser une meilleure compréhension de trois questions urgentes et transversales : les changements planétaires, la paix et la sécurité, et le développement. En septembre, trois nouveaux étudiants ont démarré le programme.

102. Les cours postuniversitaires donnant lieu à crédit sur le thème du renforcement de la résilience aux changements climatiques ont été développés dans le cadre du Réseau universitaire pour les recherches en matière d'adaptation aux changements climatiques et des écosystèmes (UN-CECAR). Une session de cinq semaines, menée par l'Institut pour la durabilité et la paix de l'ONU au siège de l'ONU à Tokyo en février et mars, comprenait deux cours : a) « science, impacts et vulnérabilité » et b) « approches de l'adaptation ».

103. Le Programme de formation sur la pêche de l'Université des Nations Unies, en partenariat avec le Mécanisme régional de gestion des pêches des Caraïbes et

l'Université de Belize, a organisé un cours régional de formation d'une semaine sur la gestion du cycle de projet dans les pêcheries des Caraïbes, à Sainte Lucie en juin.

104. Un cours de deux semaines sur l'assurance qualité dans la manutention et la transformation des poissons, mis au point par le Programme de formation sur la pêche de l'Université des Nations Unies en coopération avec l'Agence tanzanienne de formation sur la pêche, le Département tanzanien de la pêche et l'Institut de recherche Matis (Islande), s'est tenu en République unie de Tanzanie en juin. Il s'adressait aux agents des pêcheries publiques et aux inspecteurs des pêches.

105. En 2012, dans le cadre d'un projet multipartenaires sur l'utilisation des eaux usées dans l'agriculture, le Programme d'ONU-eau pour le développement des capacités dans le cadre de la Décennie a organisé des ateliers régionaux en Afrique francophone (février), en Asie occidentale (mai), en Afrique du sud/anglophone (septembre) et en Amérique latine (décembre).

106. L'UN-CECAR cherche à améliorer la formation et la recherche sur l'adaptation aux changements climatiques et des écosystèmes, et à ériger la durabilité en discipline scientifique. Le réseau est une plateforme collaborative rassemblant les principales universités d'Asie. L'Institut pour la durabilité et la paix de l'ONU, qui fait office de Secrétariat pour l'UN-CECAR, a accueilli une session de quatre semaines de cours postuniversitaires sur le renforcement de la résilience aux changements climatiques, au siège de l'ONU à Tokyo en février et mars. Parmi les autres événements marquants de 2012, citons une conférence et une réunion en Thaïlande en mai, une réunion du groupe de travail chargé de l'élaboration du curriculum en Indonésie en août, et une session de formation en Thaïlande en novembre.

107. Le programme international de stage de l'ONU-EHS offre à des candidats qualifiés l'occasion d'effectuer un stage à l'Institut pendant une période de trois à six mois.

108. Le programme de chercheurs invités de l'Institut de hautes études sur les ressources naturelles en Afrique de l'ONU a accueilli sa deuxième promotion d'étudiants en 2012 (trois ont démarrés en août et quatre en janvier 2013). Le programme est l'occasion pour ces chercheurs d'instituts africains de passer jusqu'à quatre mois à l'Institut.

109. Les six semaines de cours de base intensifs de l'ONU s'inscrivent dans le programme de Master en science sur la durabilité, le développement et la paix de l'Institut pour la durabilité et la paix de l'ONU. Les changements planétaires et la durabilité comptaient parmi les sujets proposés lors de la session 2012, tenue au siège de l'ONU à Tokyo en septembre et octobre.

110. Eau sans frontière est un programme conjoint de troisième cycle de l'ONU-INWEH et l'Université McMaster, axé sur la nécessité de mener des recherches sur des questions clés liées à l'interdépendance de l'eau et de la santé tout en contribuant à l'élaboration des politiques et au renforcement des capacités.

Partage et transfert des connaissances

111. Dans le cadre d'un symposium d'une journée tenu en janvier, les conclusions du projet triennal de l'Institut des hautes études de l'ONU intitulé « Évaluation des services fournis par les écosystèmes de Satoyama, Satochi et Satoumi afin d'identifier de nouveaux biens communs pour une société en harmonie avec la nature », ont été présentées. Le projet, soutenu par le Ministère japonais de l'environnement, a évalué les services fournis par les écosystèmes dérivés des paysages de production socioécologiques au Japon et proposé des méthodes de gestion de la biodiversité et de ces services sous forme de nouveaux biens communs afin de suggérer des possibilités d'action pour l'édification d'une société en harmonie avec la nature.

112. Un Colloque public de deux jours intitulé « Le grand tsunami qui a frappé l'est du Japon le 11 mars 2011 et les systèmes d'alerte aux tsunamis : perspectives politiques » coorganisé par l'Institut pour la durabilité et la paix de l'ONU et la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, s'est tenu au siège de l'ONU à Tokyo en février. Les participants ont discuté de faits et d'analyses, des systèmes d'alerte aux tsunamis, de la préparation aux tsunamis et des expériences, enseignements tirés et implications politiques.

113. Le Programme de formation de l'ONU sur la restauration des sols, en coopération avec l'Université agricole d'Islande et le service islandais de conservation des sols, a organisé en juin un séminaire d'une journée sur la santé de la terre afin de célébrer la Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse.

114. L'Institut des hautes études sur les ressources naturelles en Afrique de l'ONU et la Banque africaine de développement ont organisé un séminaire intitulé « Gestion des ressources en eau nationales et transfrontières en Afrique », en mars à Accra.

115. En avril, l'ONU-INWEH a organisé une séance de dédicace à l'occasion du lancement de l'ouvrage *Our Dying Planet* publié par University of California Press. Ce livre, de l'écologiste des récifs coralliens et directeur assistant du Réseau, Peter Sale, passe en revue l'éventail de l'impact des activités humaines sur les récifs, leurs conséquences et les tendances probables. En juillet, l'ONU-INWEH a produit une brochure intitulée « Reef Reminiscences » – en vue du douzième symposium international sur les récifs coralliens en Australie – contenant une série de souvenirs de scientifiques émérites experts des récifs coralliens.

116. Le secrétariat du Programme international sur les dimensions humaines des changements planétaires, accueilli dans les locaux de l'ONU, a coorganisé la conférence de quatre jours intitulée « Planète sous pression », tenue à Londres en mars.

117. En octobre, l'ONU-INWEH a présenté un document de politique générale intitulé *Securing the Future of Mangroves*, dont la version révisée a été publiée en 2010 par Earthscan et qui repose largement sur l'*Atlas mondial des mangroves*, l'aboutissement d'un projet conjoint auquel l'Institut a participé.

118. En juin, l'Institut des hautes études de l'ONU a tenu un séminaire d'une journée intitulé « Sur la voie de Rio +20 et au-delà : enjeux et opportunités pour une économie plus verte et une meilleure gouvernance du développement durable ». Le séminaire a été l'occasion de présenter l'ouvrage *Green Economy and Good*

Governance for Sustainable Development: Opportunities, Promises and Concerns, publié par UNU Press.

119. La Journée des Nations Unies (24 octobre) est célébrée tous les ans au siège de l'ONU par un forum public. Le Forum 2012 de la Journée des Nations Unies, coorganisé par le Centre de l'ONU, le Centre d'information sur l'environnement mondial, le Centre d'information des Nations Unies et l'Environmental Partnership Council, avait pour thème « L'après Rio +20 : forger l'avenir que nous voulons ». M. Janos Pásztor, Secrétaire exécutif du Groupe de haut niveau sur la viabilité mondiale du Secrétaire Général des Nations Unies, en fut l'orateur principal.

120. Chaque année, un orateur est invité à donner une série de conférences en Islande, dans le cadre du Programme de formation sur la pêche de l'Université des Nations Unies, pour des stagiaires et le grand public. Le conférencier invité en 2012, Kai Lorentzen de l'Université de Floride, a présenté plusieurs exposés sur l'aquaculture.

121. Les séminaires mondiaux de l'ONU répondent à la volonté de rapprocher les étudiants des universités et les jeunes spécialistes autour des grandes questions qui intéressent l'humanité et se tiennent tous les ans au Japon. En février, la session de Tohoku du séminaire mondial de l'ONU était axée sur « Après le tremblement de terre : restaurer l'adaptabilité de l'écosystème », alors que la session de Shonan, en septembre, portait sur les « Réponses de la société mondiale aux urgences humanitaires ».

122. De septembre à décembre, l'Institut de hautes études sur les ressources naturelles en Afrique de l'ONU a organisé une série de 10 séminaires publics à Accra, sur divers thèmes liés aux ressources naturelles.

123. En Islande, à la mi-juin, le conférencier invité en 2012 par le Programme de formation à la restauration des sols de l'ONU, Jeffrey Herrick, a présenté une série d'exposés et dispensé une formation pratique sur l'état de santé des pâtures.

124. Le rapport annuel *WorldRiskReport*, de l'ONU-EHS et Alliance Development Works, comporte un indice de risque de catastrophes, un thème prioritaire et des études de cas. Ce document s'attache tout particulièrement à la menace et l'exposition aux catastrophes naturelles et à l'élévation du niveau des mers causée par les changements climatiques, ainsi qu'à la vulnérabilité sociale. Le *WorldRiskReport 2012* a été publié en octobre avec la contribution de l'organisation The Nature Conservancy.

E. Domaine thématique 5 : Science, technologie et société

125. Dans notre monde actuel globalisé et trépidant, la création et l'utilisation de systèmes novateurs sont essentielles pour favoriser la recherche scientifique et le progrès technologique. Les travaux de l'ONU dans ce domaine thématique sont axés sur des questions fondamentales telles que l'atténuation des effets négatifs sociaux et éthiques de l'innovation, ou encore le partage équitable des bénéfices de l'innovation.

Recherches et études

126. Le projet de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'ONU intitulé « Décentralisation et services en milieu urbain : implications pour l'aide extérieure » s'est attaché à l'intersection entre la politique, l'administration publique, la prestation de services, et l'économie du développement afin de mettre en lumière des possibilités d'octroi d'une aide extérieure pour relever les défis de l'urbanisation en Afrique. La recherche s'est focalisée sur quatre pays africains et deux villes dans chaque pays. En septembre, les collaborateurs du projet ont présenté leurs conclusions au Forum urbain mondial des Nations Unies à Naples, Italie.

127. Le projet intitulé « INNO Metrics : Tableau de bord de l'Union de l'innovation », coordonné par l'ONU-MERIT, est une étude annuelle comparative des performances en matière d'innovation en Europe. Les tableaux de bord de l'innovation sont publiés en février ou mars de chaque année à l'occasion d'une cérémonie coordonnée et présentée par les Commissaires européens à la recherche, à l'industrie et l'entrepreneuriat.

128. Le projet de l'Institut international pour la technologie des logiciels de l'ONU intitulé « Gouvernance intelligente des villes intelligentes – Fondements » vise à fournir un éclairage sur la façon d'élaborer, de mettre en œuvre et d'institutionnaliser des initiatives de type « Ville intelligente ». Un accent particulier a été placé sur la façon dont la gouvernance intelligente, avec le soutien de la technologie, peut favoriser un développement urbain durable et contribuer à définir des modèles de ville intelligente pour Macao, Chine. Le projet « Fondements » s'est achevé en avril et ses résultats ont été communiqués au gouvernement de Macao, Chine. La suite du projet, intitulée « Gouvernance intelligente des villes intelligentes – Applications », a été lancée en juillet.

129. « Intégration et gestion des connaissances – Université des Nations Unies » (KIM-ONU) est une plateforme technologique destinée à l'assimilation, l'extraction et la transformation de connaissances originaires de sources disparates en un modèle unique (cohérent et précis). La plateforme a été développée par l'ONU-INWEH en partenariat avec le Centre for Community Mapping en tant que système de gestion des connaissances et centre d'apprentissage en ligne.

130. L'ONU-INWEH, en partenariat avec plusieurs organisations canadiennes et internationales, a accueilli en avril une conférence K-Star (Mobilisation et gestion des connaissances). Les participants ont discuté des similitudes et différences dans le cadre de l'amélioration de l'utilisation des connaissances dans la politique, l'industrie et la pratique.

131. Le programme Science et Technologie pour des sociétés durables de l'Institut des hautes études de l'ONU vise à orienter le développement et l'innovation technologiques afin de créer une économie plus verte, propre et créative dans les zones tant rurales qu'urbaines. Le programme aborde quelques problèmes urgents en matière de gouvernance et de biosécurité en Afrique orientale par le biais de l'initiative Système de suivi de l'application des lois relatives à la faune sauvage, qui a réuni quatre pays africains en vue de l'utilisation d'une plateforme commune de partage d'informations destinée à lutter contre la criminalité liée aux espèces sauvages. Ce programme a notamment donné lieu en 2012 à la publication de

l'ouvrage *Free and Open Source Software Technology for Sustainable Development*, publié par UNU Press.

132. Le projet collaboratif intitulé « Science, innovation, entreprises et marchés à travers la mondialisation » réunit des équipes de recherche de 11 organisations européennes, dont l'UNU-MERIT, afin d'explorer l'influence de la politique sur le processus d'innovation, ainsi que les retombées pour les entreprises privées des travaux universitaires.

133. Le programme « Futur urbain durable » de l'Institut des hautes études de l'UNU cherche à comprendre les obstacles sociaux et institutionnels potentiels et les difficultés techniques posés à la densification et la croissance des centres urbains, et à développer des outils et des solutions applicables au plan local. En 2012, le programme a poursuivi des recherches sur les retombées positives du développement urbain dans une étude consacrée à cinq pays et bénéficiant du soutien du Ministère japonais de l'environnement. Le projet Futur urbain durable a développé un outil pratique pour évaluer les retombées positives dans le secteur du transport. Le programme a mené à terme un projet d'évaluation des zones urbaines à Okinawa, avec le soutien de Nansei Sekiyu, et a entamé de nouveaux projets à Yokohama (sur la biodiversité urbaine) et Toyama (pour tester l'outil d'évaluation des retombées positives). Le rapport *Governance Challenges for Greening the Urban Economy: Understanding and Assessing the Links between Governance and Green Economy in Cities* a été présenté lors du troisième Symposium international sur la recherche urbaine, tenu au Brésil en juin.

Formation et développement des capacités

134. Le Programme de l'Université des Nations Unies sur la biotechnologie en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNU-BIOLAC) a décerné huit bourses d'études en biotechnologie en 2012, pour des stages allant de deux semaines à quatre mois, afin de former des étudiants d'institutions latino-américaines à des thèmes liés à la biotechnologie.

135. En 2012, l'UNU-BIOLAC a organisé deux cours de formation en biotechnologie en collaboration avec le Conseil de la recherche scientifique et technique du Costa Rica; cinq cours en collaboration avec le Département de l'innovation, de la science et de la technologie en faveur du développement du Ministère uruguayen de la culture et de l'éducation; et deux cours en coopération avec le Centre international d'ingénierie génétique et de biotechnologie, au Chili. L'UNU-BIOLAC a par ailleurs organisé des stages internationaux en Argentine, au Brésil, en Colombie, au Honduras, au Mexique et en République bolivarienne du Venezuela.

136. « Élaboration et évaluation de politiques d'innovation dans des pays en développement » est une série de programmes de formation d'une semaine dispensés par l'UNU-MERIT à Maastricht et, sur demande, dans des pays en développement. En 2012, l'UNU-MERIT a organisé des formations en Malaisie et en Thaïlande.

137. Le Programme de formation sur l'énergie géothermique de l'Université des Nations Unies propose des actions de renforcement des capacités par le biais de cours accélérés et personnalisés de géothermie. En 2012, ont ainsi été organisés une formation de deux mois en géologie des sondages, une formation avancée en géochimie géothermique, une formation de 13 semaines en technologie géothermale,

ainsi qu'une formation avancée en géologie des sondages, organisées toutes deux pour des membres du personnel de KenGen.

138. Dans le cadre de sa contribution à l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement, le gouvernement islandais fournit le financement de base permettant au Programme de formation sur l'énergie géothermique de l'Université des Nations Unies d'organiser des cours accélérés et des ateliers sur la géothermie en Afrique, en Amérique centrale et en Asie. En 2012, ces actions incluaient un cours sur l'exploration des ressources géothermiques au Kenya et un cours sur le développement de la géothermie et les puits géothermiques au Salvador.

139. Le programme annuel de six mois de formation sur l'énergie géothermique de l'UNU, dispensé d'avril à octobre, comprend des conférences introductives, une formation spécialisée et un projet de recherche. En octobre, 33 étudiants issus de 17 pays ont achevé la session de 2012.

140. Les bourses de doctorat et postdoctorales de l'Institut des hautes études de l'UNU offrent à de jeunes universitaires et décideurs politiques, originaires notamment de pays en développement, un environnement multidisciplinaire permettant de mener des recherches avancées ou de suivre des formations.

Partage et transfert des connaissances

141. L'UNU, représenté par son Vice-rectorat en Europe, est membre de la Science and Technology Alliance for Global Sustainability, avec le Conseil international pour la science, le Conseil international des sciences sociales, le Forum Belmont, l'UNESCO, le PNUE et l'Organisation météorologique mondiale. Le Vice-rectorat de l'UNU en Europe coprécide le Conseil de mise en œuvre de l'initiative de recherche décennale de l'Alliance consacrée à la Recherche environnementale pour la viabilité mondiale.

142. Le Système mondial de recherche d'analyse comparative, soutenu par l'Institut international pour la technologie des logiciels de l'UNU, fournit des données et des analyses objectives afin d'aider les universités à comparer leurs activités de recherche sous l'angle traditionnel des disciplines mais aussi dans une perspective interdisciplinaire, afin de renforcer la qualité et l'impact de ces travaux. Les premiers résultats, couvrant 729 universités des régions Asie-Pacifique et Amérique du Nord, ont été publiés en novembre 2011; en mai 2012, 614 universités européennes ont été intégrées au système.

143. L'ouvrage de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'UNU *Latin American Urban Development into the 21st Century: Towards a Renewed Perspective on the City*, publié par Palgrave Macmillan, a été officiellement présenté à l'occasion d'une table ronde organisée en octobre à Glasgow (Royaume-Uni).

144. En octobre, l'Institut pour la durabilité et la paix de l'UNU a organisé une session spéciale sur le thème « Approches durables de la gestion des risques d'inondation en milieu urbain dans le contexte des changements planétaires » lors du 11e Symposium international sur les nouvelles technologies pour la sécurité urbaine dans les mégapoles d'Asie, tenu en 2012 à Oulan-Bator, Mongolie.

145. Le conférencier invité du Programme 2012 de formation sur l'énergie géothermique de l'Université des Nations Unies était Cornel Ofwona, ingénieur

réservoir de la Geothermal Development Company du Kenya, et ancien étudiant du Programme de formation. En septembre, il a présenté une série de conférences sur l'exploration géothermique et le développement.

III. Faits saillants concernant l'UNU en 2012

146. La création de deux nouveaux instituts – l'un en Allemagne et l'autre en Espagne – est l'un des faits saillants de l'Université des Nations Unies en 2012.

147. L'Institut pour la gestion intégrée des flux matériels et des ressources de l'Université des Nations Unies (UNU-FLORES), à Dresde, Allemagne, est devenu opérationnel en octobre. Il est cofinancé par le Ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche et l'État libre de Saxe; un institut jumelé, qui devrait être créé à Maputo est toujours en cours de développement.

148. La mission de l'UNU-FLORES est de contribuer au développement de stratégies de gestion intégrée et durable pour l'utilisation de l'eau, des sols et des déchets – notamment dans les pays émergents et en développement – en termes scientifiques, éducatifs, technologiques, institutionnels et de gestion.

149. L'Institut de Barcelone, Espagne, de l'Université des Nations Unies, opérationnel depuis le mois de septembre, vise à contribuer à la bonne gouvernance, à la diversité culturelle, à la démocratie et aux droits de l'homme grâce à une meilleure compréhension de la mobilité et diversité culturelles dans le contexte de la mondialisation.

150. L'Institut de Barcelone est financé par le Gouvernement d'Espagne et soutenu par la Generalitat of Catalonia. En raison de la récente crise économique en Espagne, le financement de base a toutefois été gelé pour la période 2012-2013, forçant l'institut à revoir à la baisse ses activités. Le nom de l'Institut initialement prévu (anciennement Institut international de l'UNU pour l'Alliance des civilisations) a été modifié et une nouvelle dénomination ainsi que l'acronyme correspondant seront approuvés par le Conseil de l'UNU en avril 2013.

151. Parmi les autres faits saillants en 2012 :

- a) La Conférence des Directeurs de l'UNU a tenu sa quarante-troisième session le 7 mai à Paris, et sa quarante-quatrième session du 10 au 12 décembre à Dresde, Allemagne;
- b) Le Comité académique de l'UNU a tenu sa quatrième session le 8 mai à Paris, et sa cinquième session le 11 décembre à Dresde, Allemagne;
- c) Le Bureau du Conseil de l'UNU (le Comité exécutif du Conseil), a tenu sa session annuelle de milieu d'année les 28 et 29 juin à Paris;
- d) En juillet, les trois premiers étudiants du programme de Master en science sur la durabilité, le développement et la paix de l'Institut pour la durabilité et la paix de l'UNU ont obtenu leur diplôme;
- e) En 2012, deux programmes de doctorat ont été lancés par l'UNU : un doctorat en science de la durabilité (par l'Institut pour la durabilité et la paix de l'UNU) et un double doctorat en technologies de l'information et des communications au service du développement (par l'Institut

international pour la technologie des logiciels de l'UNU, en coopération avec l'Université de Pise);

- f) Une délégation de 26 membres de l'UNU, dirigée par le Recteur Osterwalder, a participé à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, du 20 au 22 juin à Rio de Janeiro, Brésil;
- g) Une délégation de dix membres de l'UNU-EHS, du Vice-rectorat en Europe et de l'Institut des hautes études de l'UNU a participé à la dix-huitième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue du 26 novembre au 8 décembre.

152. En octobre, suite aux consultations avec la Directrice générale de l'UNESCO Irina Bokova, le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a décidé de nommer David M. Malone, Canada, sixième Recteur de l'UNU, à compter du 1^{er} mars 2013. M. Malone remplacera Konrad Osterwalder, qui a occupé ce poste durant cinq ans et demi (depuis le 1^{er} septembre 2007).

153. En raison du changement imminent du Recteur, la cinquante-neuvième session du Conseil de l'UNU, prévue début décembre à Tokyo, a été reportée au mois d'avril 2013.

IV. Priorités de l'UNU en 2012

154. Les travaux de l'UN portent sur des questions régionales et mondiales présentant un intérêt pour les Nations Unies et ses États Membres. En tant qu'Institut de recherche et cellule de réflexion, l'Université adopte une approche interdisciplinaire orientée sur les systèmes, qui rapproche sciences naturelles/physiques et sciences sociales/humaines, dans le but de fournir des informations pertinentes, concrètes et scientifiques, en temps opportun et sous une forme pratique.

155. En 2012, l'UNU a poursuivi cinq initiatives prioritaires définies dans son Plan stratégique pour la période 2011-2014 ainsi qu'une priorité supplémentaire détaillée par le Recteur lors de la réunion de milieu d'année 2011 du Bureau.

Établissement de programmes de troisième cycle

156. Le défi crucial pour l'enseignement supérieur est l'assimilation du savoir provenant de disciplines diverses afin de parvenir à une approche globale et intégrée, évitant ainsi qu'une « réponse » élaborée dans une discipline ne représente un nouveau « problème » d'un autre point de vue. L'UNU occupe une situation privilégiée pour relever ce défi.

157. Au cours des trois années écoulées depuis la modification de la Charte de l'Université des Nations Unies par l'Assemblée générale, autorisant ainsi l'Université à délivrer des maîtrises et des doctorats, l'UNU a lancé les programmes de troisième cycle suivants :

- a) Un Master en science sur la durabilité, le développement et la paix (Institut pour la durabilité et la paix de l'Université des Nations Unies);

- b) Un Master en science sur la gouvernance environnementale avec une spécialisation en biodiversité (Institut des hautes études de l'UNU);
- c) Un doctorat en science de la durabilité (Institut pour la durabilité et la paix de l'UNU); et
- d) Un double doctorat en technologies de l'information et des communications au service du développement durable (Institut international pour la technologie des logiciels de l'UNU et Université de Pise).

158. D'autres programmes de troisième cycle de l'UNU sont prévus. L'Université des Nations Unies continue également de décerner un « diplôme » ou « certificat de fin d'études universitaires » aux étudiants de certains programmes d'autres universités dans lesquelles un institut de l'UNU joue un rôle en matière d'enseignement ou de supervision.

Jumelage des instituts

159. Pour franchir une étape stratégique dans le renforcement de la présence dans les pays en développement et l'intensification des interactions entre recherche et enseignement, l'UNU a cherché à développer une structure de jumelage de ses instituts. Selon ce concept, chaque institut de l'UNU aura généralement deux sites distincts, l'un dans un pays développé et l'autre dans un pays en développement, chacun disposant de ses propres chercheurs, enseignants et étudiants mais mettant en œuvre un programme de recherche et d'enseignement partagé.

160. Le processus de jumelage se développe plus lentement qu'initialement prévu – en partie du fait des contraintes imposées par la situation économique mondiale et la situation politique dans certaines régions. À ce jour, l'UNU-MERIT, l'Institut pour la durabilité et la paix de l'UNU, l'Institut de hautes études sur les ressources naturelles en Afrique de l'UNU et l'UNU-FLORES ont noué des relations en vue d'un jumelage. D'autres occasions de jumelage sont en cours d'examen.

Assurance qualité

161. L'Université s'engage à offrir un environnement motivant incitant le personnel universitaire et administratif à l'excellence. L'UNU a préparé un Manuel d'assurance qualité présentant des outils et des méthodes d'amélioration de la qualité de ses activités académiques grâce à une véritable évaluation.

Communication

162. Le renforcement de la communication interne et externe de l'Université reste une priorité majeure. En septembre, parallèlement à l'établissement d'un poste de responsable de la communication basé à New York, le Centre des médias de l'UNU (Centre de l'UNU – Tokyo) et l'ancien Bureau à l'Organisation des Nations Unies (à New York) ont fusionné pour donner naissance au Bureau des communications de l'UNU. Les équipes du Bureau des communications de Tokyo et New York travaillent en collaboration avec des chargés de liaison dans les divers instituts de l'UNU.

Collecte de fonds

163. Le Bureau du développement de l'UNU (New York) est en charge de la stratégie de développement globale de l'Université, de la sensibilisation et des relations entre les parties prenantes à l'UNU et le public. Il supervise la collecte de fonds et la stratégie de développement de l'Université et crée des opportunités de coopération et de partenariat.

Cohérence

164. Renforcer l'assimilation du système mondial de l'Université des Nations Unies en faisant de cette « confédération d'instituts » une « institution fédérale » plus cohérente est une priorité constante. Cette démarche suppose de prendre les décisions sur les questions de fond/académiques avec les instituts individuels, tout en promouvant le renforcement de la collaboration inter-instituts en matière d'enseignement et de recherche et d'intégrer des questions de forme pour une plus grande efficience.

V. Vue d'ensemble du système de l'Université des Nations Unies

165. Au plan mondial, l'Université des Nations Unies se compose de 14 instituts et programmes de recherche et d'enseignement situés dans 12 pays du monde entier, coordonnés par le Centre de l'UNU. Le Recteur est le plus haut responsable académique et administratif de l'Université, le Conseil de l'UNU faisant office de Conseil d'administration.

Unités académiques

166. Les travaux académiques de l'UNU sont menés par un réseau mondial d'instituts et de programmes de recherche et d'enseignement, listés ci-dessous :

Instituts

- Institut sur les études comparatives d'intégration régionale de l'UNU (UNU-CRIS, Bruges, Belgique);
- Institut pour l'environnement et la sécurité humaine de l'Université des Nations Unies (UNU-EHS, Bonn, Allemagne);
- Institut pour la gestion intégrée des flux matériels et des ressources de l'Université des Nations Unies (UNU-FLORES, Dresde, Allemagne);
- Institut des hautes études de l'UNU (Yokohama, Japon);
- Institut de Barcelone de l'Université des Nations Unies (Barcelone, Espagne);
- Institut international pour la santé mondiale de l'Université des Nations Unies (Kuala Lumpur);
- Institut international pour la technologie des logiciels de l'UNU (Macao, Chine);
- Institut de hautes études sur les ressources naturelles en Afrique de l'UNU (Accra);

- Institut pour l'eau, l'environnement et la santé de l'Université des Nations Unies (UNU-INWEH, Hamilton, Canada);
- Institut pour la durabilité et la paix de l'UNU (Tokyo);
- Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie de l'Université des Nations Unies (UNU-MERIT, Maastricht, Pays-Bas);
- Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'UNU (Helsinki);

Programmes

- Programme d'activités biotechnologiques de l'UNU en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNU-BIOLAC, Caracas);
- Programme de formation sur l'énergie géothermique de l'Université des Nations Unies (Islande), Programme de formation sur la pêche de l'Université des Nations Unies (UNU-FTP), Programme de formation à la restauration des sols de l'Université des Nations Unies (Reykjavik);

Centres de l'UNU

- Centre de l'UNU– Tokyo;
- Centre de l'UNU– Kuala Lumpur;
- Vice-Rectorat en Europe de l'UNU (Bonn, Allemagne);
- Bureau du développement de l'UNU (New York);
- Bureau des communications de l'UNU (New York et Tokyo);
- Bureau de l'UNU à l'UNESCO (Paris).

Conseil de l'UNU

167. Le Conseil de l'UNU est l'organe directeur de l'Université. Il formule les principes et les politiques qui régissent les activités et le fonctionnement de l'UNU, approuve le programme de travail et adopte le budget biennal de l'Université. Il se compose de 24 membres nommés pour un mandat de six ans, d'un recteur et de trois membres de droit (le Secrétaire général des Nations Unies, le Directeur général de l'UNESCO et le Directeur exécutif de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche).

Établissements associés à l'UNU

168. Dans bon nombre de ses activités, l'UNU est assistée par un réseau d'établissements associés. Il s'agit généralement d'organisations mettant en œuvre de vastes programmes conjoints pluriannuels avec l'Université des Nations Unies. Actuellement, 20 établissements sont désignés par le Conseil de l'UNU en tant qu'établissements associés.

Annexe

Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies, 2012

Membres nommés

- Mohamed H.A. Hassan (Soudan) (Président), ancien Directeur exécutif de l'Académie des sciences pour le monde en développement
- Nobuyasu Abe (Japon), Directeur du Centre de la promotion du désarmement et de la non-prolifération au sein de l'Institut japonais des affaires internationales, et ancien Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement
- Paolo Blasi (Italie), Professeur émérite de physique et ancien Recteur, Université de Florence
- Jean-Pierre Bourguignon (France), Directeur de l'Institut des hautes études scientifiques, Directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS)
- Rahma Bourqia (Maroc), Professeur de sociologie, Université Mohamed V, Agdal; ancienne Présidente, Université Hassan II, Mohammedia, Casablanca
- Cristovam Buarque (Brésil), membre du Sénat fédéral et professeur à l'Université de Brasilia
- Fiona Caldicott (Grande Bretagne), ancienne Principale, Somerville College, Université d'Oxford; ancienne Vice-Chancelière de l'Université d'Oxford chargée des questions de personnel et d'égalité des chances; Présidente de l'Oxford Radcliffe Hospitals NHS Trust
- Juan Ramón de la Fuente (Mexique), ancien Président, Association internationale des universités; ancien Recteur, Université nationale autonome du Mexique
- Gajaraj Dhanarajan, (Malaisie), Président, Conseil des gouverneurs, Wawasan Open University (WOU);
- Louise Fresco (Pays-Bas), Professeur spécialisée dans les fondements du développement durable dans une perspective internationale, Université d'Amsterdam
- Zellynne Doloris Jennings-Craig, Directrice et doyenne adjointe de l'École d'éducation de la faculté des sciences humaines et éducatives de l'Université des Antilles
- Jin Xiaoming (Chine), Directeur général du Département de la coopération internationale au sein du Ministère des sciences et de la technologie
- Konstantin Khudoley (Fédération de Russie), Vice-recteur et Vice-président du Conseil d'administration, Université d'État de Saint-Pétersbourg; Chef du Département des études européennes, École des relations internationales à l'Université d'État de Saint-Pétersbourg

- Fadia Kiwan (Liban), professeur de sciences politiques et Directrice de la faculté de droit et de sciences politiques de l'Université Saint Joseph, Beyrouth
- Lily Kong (Singapour), Vice-présidente des relations universitaires et mondiales et Vice-doyenne du personnel universitaire, Université nationale de Singapour
- Goolam Mohamedbhai (Maurice), ancien Secrétaire général de l'Association des universités africaines, ancien Président de l'Association internationale des universités
- Francisco Komlavi Seddoh (Togo), ancien recteur de l'Université de Lomé, ancien Ministre de l'éducation et de la recherche scientifique, ancien Directeur de la Division de l'enseignement supérieur de l'UNESCO
- Gita Sen (Inde), professeur au Centre d'études politiques de l'Institut indien de gestion (Bangalore), professeur adjoint au Centre sur la population et la santé internationale de l'Université de Harvard
- Lydia Shouleva (Bulgarie), associée, Directrice de Business Intellect, ancienne membre du Parlement européen et du Parlement bulgare et ancien Vice-Premier ministre et Ministre du travail et de la politique sociale
- Mala Singh (Afrique du Sud), Professeur au Centre de recherche et d'information de l'enseignement supérieur, Open University, Royaume-Uni
- Ivan Wilhelm (République tchèque), adjoint pour la recherche et l'enseignement supérieur du Ministre de l'éducation; ancien Recteur, Université Charles, Prague
- Margret Wintermantel (Allemagne), Présidente, Service d'échange universitaire allemand
- J. Michael Adams (États-Unis), Président, Université Fairleigh Dickinson (décédé – juin 2012)
- Angela Cropper (Trinité-et-Tobago), Conseillère spéciale, Programme des Nations Unies pour l'environnement (décédée – novembre 2012)

Recteur de l'UNU

- Konrad Osterwalder (Suisse)

Membres de droit

- Ban Ki-moon (République de Corée), Secrétaire général, Nations Unies, New York
- Irina Gueorguieva Bokova (Bulgarie), Directrice générale, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Paris
- Sally Fegan-Wyles (Irlande), Directrice exécutive par intérim, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche